

L'UFR-FO ET LA SECTION NATIONALE FO DES RETRAITÉS DES SERVICES PUBLICS ET DE SANTÉ DANS L'ACTION

ILS ONT OSÉ PROPOSER 0,8 % D'AUGMENTATION DES PENSIONS, DES RETRAITES

C'est inacceptable !

Ensemble, nous allons, dans une première étape, réaffirmer que nous n'acceptons plus d'être traités de nantis.

Pour participer à cette action, nous vous proposons un argumentaire qui vous démontrera que les revalorisations symboliques des quatre dernières années ont affaibli notre pouvoir d'achat.

Sans tenir compte de l'augmentation du prix des médicaments, du gaz, de l'électricité, des loyers, des transports, des assurances, des impôts locaux et nationaux, l'augmentation officielle des prix reconnue par les Pouvoirs Publics a été de :

- 2014 : + 0,1 %
- 2015 : + 0,2 %
- 2016 : + 0,6 %

Pour 2017, il est envisagé + 0,8%.

Dans le même temps, nous devons retrancher 1,7 point de CSG dont le taux de prélèvement passera de 6,6 % à 8,3 % :

UNE PROVOCATION

Cette hausse représente 265,20 euros PAR AN pour un retraité percevant 1 300 euros par mois. Au moins 60 % des retraités sont concernés, et nombre d'entre eux sont loin d'être dans l'aisance.

UNE INJUSTICE

Cette mesure intervient alors que le pouvoir d'achat des retraités est déjà en chute libre après 4 ans de gel des pensions et une cascade de pénalités fiscales.

LES RETRAITÉS ONT DEJA DONNÉ :

- 0,3 % qui devaient financer la perte d'autonomie (CASA) ont été détournés pour financer entre autre le R.S.A.
- Suppression de la 1/2 part fiscale pour une personne vivant seule et ayant élevé un enfant ou pour les veuves et les veufs.
- Fiscalisation de la majoration de pension attribuée pour avoir élevé trois enfants.

*Dans cet argumentaire vous trouverez forcément votre propre situation,
VOUS ÊTES DONC CONCERNÉS.*

**ALERTEZ VOS FAMILLES, VOS VOISINS, VOS AMIS,
INFORMEZ LES CAMARADES DE VOTRE CLUB,
DE VOTRE ASSOCIATION !**

Individuellement, faites connaître par mail, par courrier* votre situation, vos inquiétudes ou votre « mécontentement » à votre Député, votre Sénateur, votre Maire, à la presse, aux antennes régionales de radios et télévisions.

Rappelez que la sécurité sociale c'est nous qui l'avons créée, les conventions collectives c'est nous, mais aussi les congés payés, la gratuité de l'enseignement, et pour une large part la reconstruction de notre pays.

NE DEMANDEZ RIEN, EXIGEZ le respect que l'État vous doit et la reconnaissance de votre place dans la société, précisez que ce mail n'est qu'une première étape dans une réaction qui pourrait les surprendre.

**0,8 % d'augmentation au 1^{er} octobre 2017,
C'EST UN AFFRONT,
NOUS REFUSONS L'AUMÔNE !**

***METTEZ-NOUS DESTINATAIRES**
en copie de vos mails, de vos courriers*

Forts de votre implication, nous interviendrons auprès des Présidents de groupes à l'ASSEMBLÉE NATIONALE et au SÉNAT, aux SIÈGES DE LA PRESSE, DES CHAÎNES DE TÉLÉVISION avant la discussion du budget de l'ÉTAT.

**DITES-LEUR QUE NOTRE RÉACTION
SERA À LA HAUTEUR DU MÉPRIS
QU'ILS ONT POUR NOUS**

* Les adresses et messageries de vos députés et sénateurs, de la presse locale, de l'audiovisuel sont publics, vous les trouverez sur Internet.